



Département de la
Seine-Maritime

D.2016.10/18

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/10/2016

Publication : 13/10/2016

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 10 octobre 2016

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	29
Nombre de Pouvoirs	4
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **12 octobre 2016**.

L'an deux mille seize, le **10 octobre** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **3 octobre**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents à l'appel nominal

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Gilbert **FOURNIER**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Monsieur **DELAHAYS**, Jean-Pierre **QUEMION**, Franck **DORAY**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS** (à partir de 18h39 – délib n°6), Marie-Paule **DESHAYES**, Karine **LOUISET**, Estelle **FERRON**, Alexandre **MORA**, Stéphanie **ONFROY**, Jérôme **DUBOST**, Nada **AFIOUNI**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Gilles **BELLIERE**, Nordine **HASSINI**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Olivier **LARDANS** a donné pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Sophie **CAPELLE** a donné pouvoir à Stéphanie **ONFROY**
Valérie **LEDoux** a donné pouvoir à Gérard **DELAHAYS**
Juliette **LOZACH** a donné pouvoir à Frédéric **PATROIS**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 10 octobre 2016

2016.10/18

DEVELOPPEMENT ECONONIQUE - PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES – ADMISSION EN NON-VALEUR

Mr Gilbert FOURNIER, Adjoint au Maire.– Le Trésorier Principal de Montivilliers nous propose d'admettre en non-valeur une créance non recouvrée malgré les diligences réglementaires engagées par ses soins pour en assurer le recouvrement. Il s'agit des loyers et taxes foncières impayés par la société M.T.L. (Menuiserie Traditionnelle du Littoral), locataire au sein de l'atelier n°3 de la pépinière d'entreprises du 01/05/2009 au 22/07/2013 et dont le jugement de clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif a été prononcé en date du **29/01/2016**.

Cette créance concerne le budget annexe du Développement économique et selon le justificatif produit par le comptable, il s'agit du titre de recettes mentionné ci-dessous :

Budget	Nature des produits irrécouvrables	N° du titre	Montant TTC	Exercices concernés
Budget Développement Economique	Loyer Février 2013	16 du 18/02/2013	1 229.00 €	2013
Budget Développement Economique	Loyer Mars 2013	31 du 11/03/2013	1 229.00 €	2013
Budget Développement Economique	Loyer Avril 2013	47 du 25/03/2013	1 229.00 €	2013
Budget Développement Economique	Loyer Mai 2013	59 du 26/04/2013	1 236.50 €	2013
Budget Développement Economique	Loyer Juin 2013	76 du 28/05/2013	1 236.50 €	2013
Budget Développement Economique	Loyer Juillet 2013	93 du 24/06/2013	1 236.50 €	2013
Budget Développement Economique	Taxe Foncière 2013	121 du 31/07/13 et 146 du 03/10/13	1 685.16 €	2013
			9 081.66 €	

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le budget annexe du développement économique de l'exercice 2016 ;

VU le bordereau de situation des produits locaux non soldés dus à la trésorerie en date du 16/03/2016

VU le jugement de clôture pour insuffisance d'actif prononcé par le Tribunal de Commerce du Havre en date du 29/01/2016.

CONSIDERANT

- que cette créance est accompagnée du justificatif permettant l'admission en non-valeur.
- que la décision modificative n°1 sur le budget annexe du développement économique permet l'enregistrement comptable de ces ajustements budgétaires

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- d'admettre en non-valeur le titre ci-dessus pour la somme de 9 081.66 €.

Imputation budgétaire

Exercice 2016

Budget Annexe Développement Economique

Sous-fonction et rubriques : chap 65 – compte 6541 – fonction 90

Nature et intitulé : créances admises en non-valeur

Montant de la dépense : **9 081.66 euros**

Le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus à l'unanimité.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



Le Maire,

[Handwritten signature in blue ink]